NON AU PROJET DE LOI DARMANIN

Un projet dangereux à contre-sens des réalités et qui entrainerait une nouvelle précarisation des migrants

***S'imaginer dissuader toute immigration en maltraitant les candidats à l'accueil est une illusion mortifère qui se traduit déjà par les milliers de morts en Méditerranée et dans la Manche. Les criminaliser est une honte. Les transformer en « sans-papiers » quand ils ne parviennent pas à renouveler leur titre de séjour avec les démarches complexes en préfecture, est une indignité*.**

Les causes qui poussent à migrer ne disparaitront pas : guerres et conflits, discriminations et violences de toutes sortes, pauvreté et manque d'avenir, catastrophes environnementales…
Ce qui ne disparaitra pas plus, c'est la détermination des humanistes à agir pour l'accueil et la solidarité.

Un projet inacceptable et inhumain

La circulaire Darmanin adressée en novembre 2022 aux préfets et le projet de loi asile immigration, prévu pour janvier 2023, entendent pourchasser les étrangers et briser la solidarité. Il s'agirait de :

- Multiplier les OQTF (Obligation de quitter le territoire français) et les interdictions de retour sur le territoire français, renforcer leur exécution . Rendre très difficile les recours.
- Faciliter le retrait et le non-renouvellement des titres de séjour.
- Réduire l'accès à l'hébergement d'urgence et l'accès aux droits, expulser les bénéficiaires de logements sociaux sans papiers.
- Renforcer l'immigration « jetable », limitée aux besoins à court terme et à des « régularisations pour des métiers en tension » !

Qui sont et seront les victimes de ces mesures ?

Les familles sans papiers, parents d'enfants scolarisés, déboutés d'asile mais vivant en France depuis plusieurs années.
Les jeunes, scolarisés et apprentis, déjà lourdement frappés par les OQTF tous azimuts
Et tous les autres, travailleurs aux mains de patrons profiteurs, malades, étudiants victimes de la politique restrictive des visas, et finalement une grande majorité des étrangers.

Nous voulons l'abandon de ce projet de loi contraire au respect et à la dignité des personnes exilées et nous demandons une politique d'hospitalité centrée sur les valeurs humanitaires.

NOM	PRENOM	VILLE	ORGANISATION ?	SIGNATURE